

EAPN, Réseau Européen Anti-Pauvreté  
*EAPN, European Anti-Poverty Network*

- La transformation numérique, un nouveau défi pour le dialogue social du 21<sup>e</sup> siècle

Confiance et bien-être en France et en Belgique  
La biophilie et notre santé

- La place des femmes dans la société, une lutte à poursuivre  
*The place of women in society, a struggle to be pursued*

## Au sommaire

### Édito

- 3 - La fin d'un Oxymore : l'Europe sociale !
- 5 - The End of an Oxymoron: Social Europe!

### A propos

- 6 - EAPN – Réseau Européen Anti-Pauvreté
- 7 - EAPN – European Anti-Poverty Network

### Folioscopie

- 8 - CPA – l'UNMI se mobilise pour faciliter le maintien à domicile des personnes âgées

### Folifocus

- 10 - La transformation numérique, un nouveau défi pour le dialogue social du 21<sup>e</sup> siècle
- 12 - Erasmus : fête ses 30 ans - Un projet à remettre sur le tapis

### Écotiers

- 14 - Confiance et bien-être en France et en Belgique
- 15 - Confidence and well-being in France and Belgium
- 16 - Mélanie did it !
- 16 - La bonne paye
- 17 - Rapprocher jeunes et sécurité sociale
- 17 - Ceta : tout un fromage
- 17 - Mélanie l'a fait !

### Reflets d'Europe

- 18 - Le Portugal remporte l'Eurovision
- 18 - Portugal won the Eurovision song contest
- 18 - Victime et responsable du gaspillage
- 19 - L'Estonie prend la présidence du Conseil de l'Union Européenne
- 19 - Estonia takes over the Presidency of the Council of the European Union
- 19 - Victim and responsible for waste
- 20 - La place des femmes dans la société, une lutte à poursuivre
- 21 - The place of women in society, a struggle to be pursued

## Ipse

• 92, Boulevard de Magenta - 75010 Paris  
Tél. +33 1 40 37 13 88 - Fax +33 1 40 36 07 65  
• Square Gutenberg, 8 / B-1000 - BRUXELLES  
Tél +32 2 280 44 82/ Fax +32 2 230 50 07  
europesociale@euroipse.org  
http://www.euroipse.org

FOLIO 75 Juillet 2017 ISSN 1278-6160

Directeur de la publication :  
Dominique Boucher

22 - A Molenbeek, l'art de la satire, mode2.0

22 - SOS méditerranée, prix Unesco Houphouët Boigny

### Foliothèque

23 - Histoire mondiale de la France – collectif sous la direction de Patrick Boucheron

23 - Règne animal – Jean-Baptiste Del Amo

23 - Quaresma, déchiffreur – Fernando Pessoa

23 - Bienvenue dans le nouveau monde – Mathilde Ramadier

23 - Qui va prendre le pouvoir – Pascal Picq

### Folliforme

24 - Cancer et entreprise une équation difficile

25 - Monsanto accusée de corruption scientifique

25 - Monsanto accused of scientific corruption

26 - Votre revue plus respectueuse de l'environnement

27 - Les apiculteurs ont le bourdon

27 - Label bio européen : la réforme dans l'impasse

28 - La biophilie et notre santé

30 - Follitrucs : l'ortie ...

30 - Follifocus : l'urtication ...

31 - Follibook : à lire :

31 - Carnets d'alerte – Les semences un patrimoine vital en voie de disparition – Pierre Rabhi – Juliette Duquêne

31 - Lettre ouverte aux animaux (et à ceux qui les aiment) – Frédéric Lenoir

31 - Géopolitique du moustique – Erik Orsenna – Isabelle de Saint-Aubin

31 - Après quoi tu cours ? - Jean-François Dortier

32 - Jean Lapeyre - Une histoire du dialogue social européen

**Rédacteurs :** Sérgio Aires, Annie-Claude Blondin, Jean-Pierre Bobichon, Camille Boucher, Dominique Boucher, Lillianne Camard, Gabrielle Clotuche, Myriam Serres, UNMI, Humanis.

**Traductions :**  
Carlos Fiuza

**Illustrations :**  
Jean-Pierre Terrien

**Conception, réalisation et impression :**  
Lillianne Camard

# La fin d'un Oxymore : l'Europe sociale !

## *L'Europe sociale serait-elle de retour ?*



Dominique Boucher  
Délégué général  
de l'Ipse

**E**spoir, volonté ou constat : assistons-nous enfin à une relance de ce qui fut, lors des «années Delors», une caractéristique de cette communauté de destins alors unie par des perspectives et des réalités de progrès social ? En ces temps passés pour aller en ce sens, existait une volonté des institutions communautaires concourant à la structuration du dialogue entre partenaires sociaux renforcés par nombre d'acteurs de la société civile organisée.

La rupture fut si brutale dans la deuxième partie de la décennie 2000 ! Un premier grand choc fut l'élargissement de 2004, si rapide et mal préparé aux pays d'Europe centrale orientale, riche culturellement mais au dénuement économique et social, également. Cette entrée dans notre Europe de 10 pays fut certes une opportunité de renforcement politique de l'Union. De fait, elle a surtout représenté un immense chantier de dérégulation de la concurrence entre entreprises, également travailleurs, par un dumping tant économique que social, en sus d'un coût budgétaire considérable pour l'UE, mal récompensé en retour. Puis dès 2008, conséquences de scandaleuses utilisations du système bancaire outre-Atlantique, les crises bancaires, économiques et sociales, toutes entremêlées, ont ébranlé l'ensemble de la finance européenne, tant l'économie mondiale et particulièrement occidentale est interdépendante.

Rappelons que nombre de dirigeants de banques états-uniennes incriminées, ont conseillé l'Union, notamment sur l'entrée de la Grèce dans la zone Euro, en trahissant la réalité budgétaire de cet Etat, mais ce fut qu'un mensonge parmi d'autres. Beaucoup de ces financiers furent conseillers ensuite de la fameuse

Troïka (FMI, BCE et CE) pour l'application de plans drastiques d'austérité. La CE de Barroso fut la plus sévère quant aux mesures de remise en cause de la protection sociale. Ce président de la Commission ne fut-il pas récompensé en retour en siégeant maintenant dans l'institution bancaire la plus citée dans ces manipulations ?

Durant ces longues années, le mot « social » n'avait plus les faveurs du vocabulaire européen. Le désamour des européens vis-à-vis de leur Union a grandi, jusqu'à la montée de partis europhobes se nourrissant du déclassement des classes laborieuses. Déjà le fraîchement promu président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker déclarait vouloir doter l'Europe d'un « triple A sur les questions sociales ; Il se faisait plus précis évoquant la création d'un « Socle européen des droits sociaux ».

Le 26 avril 2017, la Commissaire à l'Emploi et aux Affaires sociales, Marianne Thyssen a effectivement présenté ce projet fondé sur une vingtaine de « principes clés-autour de 3 axes : une protection sociale de qualité, accompagnée d'une lutte renforcée pour l'inclusion sociale, des conditions de travail « équitables », l'égalité des chances et un accès garanti au marché du travail.

Rappelons- Folio et Foliom@ils s'en sont faits largement échos- que cette prise de position pour ce Socle, fut précédée de larges consultations. L'Ipse en fut partie prenante en y associant ses adhérents, deux membres de notre Conseil d'Orientation, Gabrielle Clotuche et Jean Lapeyre furent auditionnés.

Qu'en est-il aujourd'hui ? « Bruxelles'' ira-t-elle au-delà d'une opération de communication appuyée ?

Les européens ont-ils une chance de voir se concrétiser ces prises de position ?

Comment dépasser le caractère souverain de chaque Etat en matière sociale ?

Quelle convergence économique serait susceptible d'être acceptée par les Etats, si l'on considère qu'aujourd'hui les écarts de salaire médian sont de 1 à 10 entre le Luxembourg et la Bulgarie ?

Enfin, comment redynamiser le dialogue social avec des partenaires sociaux, patronaux et syndicats de travailleurs également affaiblis ?

Le dénouement n'appartient pas seulement à

la Commission et aux institutions européennes. Les Etats seront évidemment dominants mais il n'est pas interdit ici aussi d'envisager des coopérations renforcées entre des pays volontaires à défaut d'unanimité peu crédible.

Reste à nous acteurs sociaux, composantes de la société civile, entreprises de l'économie sociale, entités paritaires en lien avec les partenaires sociaux de travailler de concert et d'influer !

L'Ipse avec ses adhérents et partenaires prendra toute sa place avec dynamisme et enthousiasme. Ainsi associer Europe et sociale ne devrait plus tenir de l'oxymore ! ■

## The End of an Oxymoron: Social Europe!

### *Will Social Europe be back?*



Dominique Boucher  
General Delegate  
of Ipse

**H**ope, wishful thinking or a matter of fact: are we finally witnessing a revival of what used to be, during the «Delors years», a characteristic of this community of destinies, then united by perspectives and realities of social progress, supported by the will of the Community institutions and the structuring of the dialogue between the social partners reinforced by a number of actors of organized civil society?

The disruption in the second half of the decade

was so brutal! A first major shock was the rapid and ill-prepared 2004 enlargement to the Central European countries – culturally rich, but economically and socially deprived –, as well as to two Mediterranean islands, tax or money laundering havens. The accession of these 10 new countries was certainly an opportunity for political strengthening of the Union. But, it eventually led to a huge deregulating process of the competition between enterprises and workers through both economic and social dumping, in addition to a considerable cost,

never recovered, to the EU budget. Then, as of 2008, the consequences of the scandalous abuse of the banking system across the Atlantic and the intertwined economic and social banking crises have shaken the whole of the European financial system, so much so as the world economy, and especially the Western one, is interdependent.

Remember that many of the leaders of the US banks later convicted, advised the Union, notably on the entry of Greece into the euro zone, betraying the budgetary reality of that state, though this was just one more lie. Many of these financiers were then advisers to the infamous Troika (IMF, ECB and EC) for the application of drastic austerity plans. The Barroso Commission was the most severe in terms of measures to challenge social protection. No wonder this former EC president was rewarded with a seat in the banking institution most cited in these manipulations!

During these long years, the word «social» practically disappeared from the European vocabulary and the disenchantment of Europeans vis-à-vis their Union grew and led to the rise of Europhobic parties feeding on the downgrading of the working classes. Soon the newly promoted President of the European Commission, Jean-Claude Juncker, declared that he wanted to give Europe a «triple A» on social issues and more precisely called for the creation of a «European Social Rights Foundation».

On 26 April 2017, the Commissioner for Employment and Social Affairs, Marianne Thyssen, presented this project based on 20 key principles around 3 axes: quality social protection, accompanied by a reinforced Social inclusion; «equitable» working conditions; equal opportunities and guaranteed access to the labour market.

Remember – and the past issues of Folio and Foliom@il widely echoed it – that this position was preceded by extensive consultations, in which Ipse took part by associating its MOs, and two members of our Advisory Board, Gabrielle Clotuche and Jean Lapeyre, were consulted.

Where do we stand today? Will «Brussels» go beyond a mere sustained communication operation?

Do Europeans have a chance to see these positions come to fruition?

How can we overcome the sovereign character of each State in social matters?

How much economic convergence will it be possible for States to accept?

Today the median wage gaps vary between 1 and 10, between Luxembourg and Bulgaria. How can the social dialogue be reinvigorated with the social partners, employers and trade unions, as workers are equally debilitated?

The outcome does not only depend on the Commission and the European institutions. States will obviously play a primary role, and it is important to consider a strengthened cooperation between voluntary countries in the absence of an unlikely unanimity.

It is up to us, social actors, members of the civil society, social economy enterprises, joint bodies and social partners to work together and make a difference!

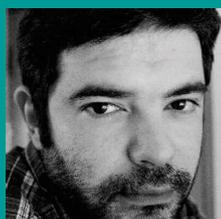
Ipse, along with its members and partners, will do its part with dynamism and enthusiasm. Thus, associating the terms 'Europe' and 'social' should no longer be an oxymoron! ■

# EAPN, Réseau Européen Anti-Pauvreté



EUROPEAN ANTI POVERTY NETWORK

Sérgio Aires est né à Porto (Portugal) en 1969, il est le président d'EAPN Europe depuis juin 2012. Il est également président du Forum national non gouvernemental pour l'intégration sociale, au Portugal, et possède plus de 10 ans d'expérience dans la coordination du Réseau Européen Anti-Pauvreté au Portugal (1996-2006). Depuis 2006, il est également Directeur de l'Observatoire de Lisbonne sur la Pauvreté.



Il a travaillé sur une grande variété de projets et a développé une connaissance approfondie des politiques et instruments financiers de l'UE en matière d'inclusion sociale, ainsi que du cadre anti-discrimination de l'UE. Ayant travaillé dans un certain nombre de projets liés aux Roms, Sérgio possède une connaissance et une expérience approfondies des questions des roms et des minorités en Europe. En tant que consultant indépendant sur la pauvreté, l'exclusion et les politiques sociales, il a travaillé pour différentes organisations nationales et internationales (y compris le gouvernement portugais, des autorités locales et régionales, fondations publiques et ONG à tous les niveaux au Portugal, en Italie, en Espagne et au Brésil). Sérgio Aires est membre du Conseil d'orientation de l'Ipse.

**L**e Réseau Européen Anti-Pauvreté (European Anti-Poverty Network - EAPN) est le plus grand réseau européen de réseaux nationaux, régionaux et locaux, impliquant des ONG et des groupes de base ainsi que des organisations européennes actives dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il a été créé en 1990.

Le Réseau européen anti-pauvreté est né des programmes de pauvreté de l'Union européenne dans les années 1990. EAPN s'est toujours engagé et a été un acteur clé dans la Méthode Ouverte de Coordination Sociale, la Stratégie européenne pour l'emploi, Europe 2020 et les processus du semestre européen, ainsi que dans la mise en œuvre des Fonds structurels européens et la politique de cohésion. En tant qu'**organisation dirigée par ses membres**, EAPN s'engage à la fois dans les politiques nationales et de l'UE, avec ses **31 réseaux nationaux** et **18 organisations européennes**, en faisant **lobbying pour politiques plus efficaces** de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que le **suivi de leur mise en œuvre** dans les États membres et dans l'ensemble de l'Union européenne. ■

## Principales réalisations d'EAPN

- Le réseau surveille et analyse les politiques et programmes de la Communauté qui peuvent avoir un impact sur les populations en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.
- Il fait pression sur les Institutions Communautaires en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre de politiques et de programmes de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Il sert de plaque tournante à l'échange d'informations sur les politiques mises en œuvre par les États membres pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Il aide ses membres à échanger leur expérience et à constituer des partenariats.
- Il rassemble et fait circuler des informations sur les programmes communautaires auxquels ses membres sont susceptibles de participer.
- Il organise des groupes de travail et des séminaires transnationaux.
- Il publie une lettre d'information mensuelle en français, anglais, espagnol et italien.
- Il prend part aux activités de la Plate-forme des ONG européennes du secteur social, dont il est membre fondateur.



# EAPN, European Anti-Poverty Network



*Sérgio Aires, born in Oporto (Portugal) in 1969, has been President of EAPN Europe since June 2012. He is also President of the National Non-Governmental Forum for Social Inclusion in Portugal and has over 10 years of experience coordinating the European Anti-Poverty Network in Portugal (1996-2006). Since 2006 he is also Director of the Lisbon Observatory on Poverty.*

*He has worked on a large variety of projects and has developed a deep knowledge of EU social inclusion policies and financial instruments, along with knowledge of the EU anti-discrimination framework. Having worked in a number of Roma-related projects, Sérgio has a deep knowledge and experience in relation to Romani and minority issues in Europe. Sérgio Aires is a member of Council of orientation of Ipse.*



**T**he European Anti-Poverty Network (EAPN) is the largest European network of national, regional and local networks, involving anti-poverty NGOs and grassroots groups as well as European Organisations, active in the fight against poverty and social exclusion. It was established in 1990.

The European Anti-Poverty Network was born out of the European Union's poverty programmes in the 1990s. EAPN has consistently engaged with and been a key actor in the Social Open Method of Coordination, the European Employment Strategy, Europe 2020 and the European Semester processes, as well as the delivery of European Structural Funds and Cohesion Policy. As a **member-driven organisation**, EAPN engages with both national and EU policy, together with its **31 National Networks** and **18 European Organisations**, by both **lobbying for more effective policies** against poverty and social exclusion, as well as **monitoring their implementation** in Member States and in the European Union as a whole. ■

## EAPN's main achievements

- The EAPN watches and analyses the policies and programs of the Community which can impact the people affected by poverty and social exclusion
- It lobbies the European Institutions in favour of adopting and establishing policies and programs to fight poverty and social exclusion
- It acts as a central reference for sharing information on policies implemented by Member states to fight poverty and social exclusion
- It helps its members to exchange experience and to build partnerships
- EAPN is a unifier and disseminates information on the community programmes in which its members may take part
- It organises working groups and transnational seminars
- It issues a monthly newsletter in French, English, Spanish and Italian
- It takes part in the activities of the Platform of European Social NGOs of which it is a founding member



# ACPA, l'UNMI se mobilise pour faciliter le maintien à domicile des personnes âgées



**D**epuis sa création il y a plus de 85 ans, l'Union Nationale Mutualiste Interprofessionnelle (UNMI) accompagne les mutuelles de toutes tailles et répond aux besoins de leurs adhérents

dans le strict respect des valeurs mutualistes. Au près de tous, l'UNMI s'engage concrètement à travers sa qualité de service, sa réactivité, son agilité et son excellence opérationnelle.

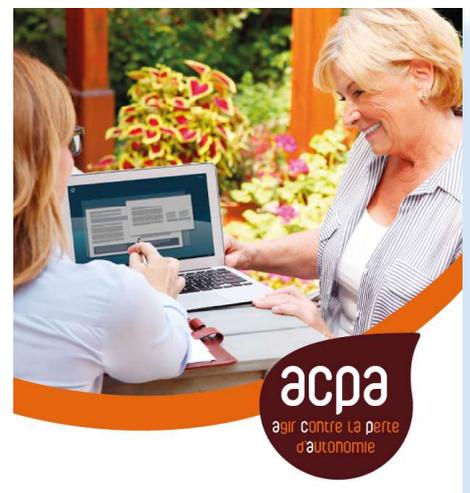
« Notre ambition est d'être un véritable pôle de compétence techniques et réglementaires au service des mutuelles, en leur apportant une gamme de produits et services pour compléter et développer leur offre santé. » affirme Michel Liautard, Président de l'UNMI.

L'UNMI met notamment en œuvre ses valeurs de solidarité en proposant des solutions à des populations qui éprouvent des difficultés d'accès aux offres de prévoyance et de santé classique. Elle a ainsi mis en place des initiatives en santé avec l'aide à la complémentaire santé (ACS) et en dépendance avec le dispositif ACPA (Agir Contre la perte d'Autonomie). Une des pistes de réflexion future est d'offrir une solution d'assurance emprunteurs, destinée aux seniors.



La population française est vieillissante et les seniors se posent deux questions cruciales. Comment vivre chez soi le plus longtemps possible ? Comment financer ses projets ou faire face à un aléa tel que la perte d'autonomie ? Pour répondre à ce défi sociétal, l'UNMI invite ses mutuelles partenaires à rejoindre son fonds d'investissement qui se distingue par son double objectif de rentabilité et de responsabilité : une excellente opportunité de diversifier vos placements immobiliers. « Notre solution allie professionnalisme – collaboration avec un spécialiste du

viager – et éthique - respect de l'intention de la personne âgée, précise Loredana Maïer, Directrice générale de l'UNMI. La nue-propriété du bien est vendue à un fonds d'investissement, alimenté par l'UNMI et tout partenaire souhaitant concilier engagement solidaire et diversification de ses placements. La personne âgée conserve l'usage de son domicile et bénéficie d'un capital versé en une seule fois, source d'un vrai pouvoir d'achat pour constituer une épargne ou financer l'adaptation du logement par exemple.»



## Un fonds d'investissement rentable et responsable

Le fonds d'investissement ACPA (Agir Contre la Perte d'Autonomie) s'appuie sur l'important patrimoine immobilier des ménages retraités afin de permettre d'apporter une réponse concrète à la problématique du financement de la perte d'autonomie, dans un contexte où le maintien à domicile reste le premier choix des seniors.

### Le principe du viager mutualisé

Le fonds ACPA recueille l'investissement d'organismes mutualistes pour acquérir les logements de personnes retraitées selon le principe du démembrement immobilier :

- Le fonds acquiert la nue-propriété du logement et en laisse l'usage à l'occupant,

- Le prix est établi, par une expertise indépendante et objective réalisée par la Compagnie Nationale des Experts Diplômés Ingénieurs et Scientifiques (CNEDIES), sur la base des prix du marché immobilier, moins une décote en fonction du droit d'usage/habitation et de l'espérance de vie.

- La totalité du prix d'acquisition est versée en une seule fois : contrairement au viager classique, il n'y a pas de rente, d'où un « bouquet » plus important. L'occupant l'utilise librement, par exemple pour financer son maintien à domicile ou organiser sa succession, de diversifier et sécuriser les placements des retraités sur le long terme.

- S'agissant de la vente d'une résidence principale, les éventuelles plus-values ne sont pas imposées et la transaction n'a pas d'impact sur l'impôt sur le revenu, contrairement à

la rente du viager qui est imposée avec un abattement selon l'âge.

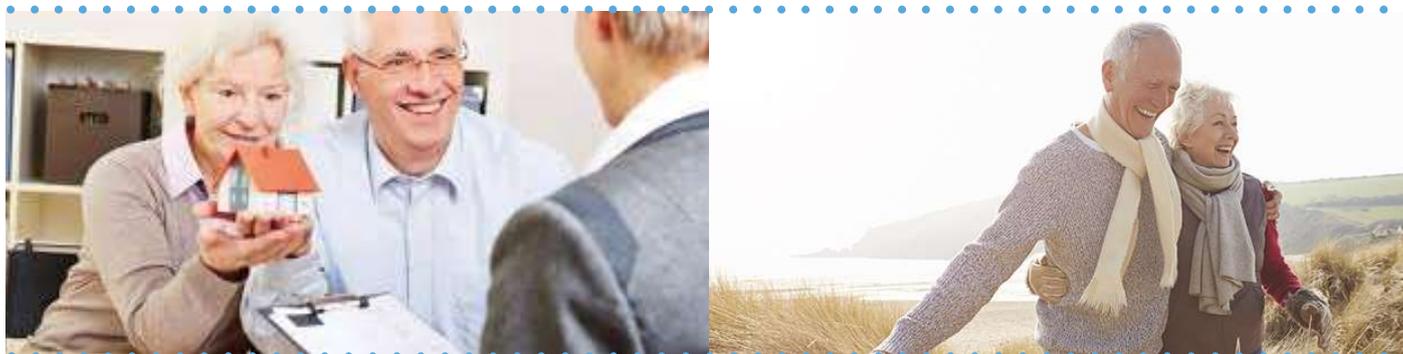
- Au décès de l'occupant, le fonds revend le bien sur le marché.

### Une offre d'assurance pour compléter ce dispositif et couvrir l'ensemble des besoins

- Un contrat de dépendance, Dépendance Individuelle, qui permettra, le cas échéant, d'obtenir une rente et d'accéder à des services d'assistance. Il a la particularité de pouvoir être souscrit jusqu'à 75 ans.

- Une garantie obsèques, avec le contrat Funéral Cap.

- Un contrat d'assurance vie, Transmission Junior, pour faciliter la transmission d'un patrimoine. ■



### Opportunités

#### Les opportunités pour les organismes investisseurs

Dans une optique de diversification sur le long terme :

- Une meilleure rentabilité que celle des obligations (importante décote / revente future),
- Des risques très inférieurs à ceux des actions.

### Gestion

#### La garantie d'une gestion experte

Des équipes issues des univers mutualiste, financier, actuariel et immobilier, qui développent leur expertise autour de 2 axes :

- L'ingénierie financière spécialisée en conception et structuration de produits d'investissement en viager mutualisé,
- La recherche et la sélection de biens immobiliers adéquats pour le fonds créé.

### Avantages

#### Les avantages pour seniors les concernés

- Une vente plus facile qu'en viager (1 acheteur privé pour 10 vendeurs),
- Une opération fiscalement plus intéressante, sans impact sur leur impôt sur le revenu (alors qu'une rente viagère serait fiscalisée).

# La transformation numérique, un nouveau défi pour le dialogue social du 21<sup>e</sup> siècle

Selon la deuxième édition du Rapport Humanis sur l'état du dialogue social en France, les dirigeants et les salariés estiment très majoritairement (à plus de 70%) que la transformation numérique est une opportunité pour leur entreprise, l'emploi et les conditions de travail. Il s'agit aussi d'un grand défi, car pour environ 40% des chefs d'entreprises et des salariés, la transformation numérique modifie le management, l'emploi et le dialogue social.



Dans un rapport présenté à l'occasion d'un débat du Lab social d'Humanis réunissant partenaires sociaux et experts des relations sociales[1], le groupe Humanis dresse le portrait du dialogue social français à l'issue d'une période marquée au niveau national par les débats autour de la loi Travail.

Réalisé comme l'an dernier sous la direction de Marc Ferracci[2], professeur à Sciences Po Paris, le rapport 2016-2017 combine des données statistiques, des entretiens avec tous les leaders syndicaux et patronaux représentatifs au niveau national, un travail de recherche et un sondage exclusif Humanis-Odoxa[3]. Après avoir exploré l'an dernier les relations entre dialogue social et développement économique, la synthèse de la recherche académique explore cette année les enjeux et les impacts actuels et prospectifs de la transformation numérique sur le dialogue social.

## La transformation numérique, enjeu croissant du dialogue social

La transformation numérique des entreprises est devenue un véritable enjeu du dialogue social, comme le montrent les prises de position des

leaders patronaux et syndicaux et le sondage « terrain » : 72% des salariés la considèrent comme un vecteur d'opportunités pour leur emploi et leurs conditions de travail. 41% d'entre eux considèrent qu'elle modifie les formes traditionnelles de management et de dialogue social.

« La transformation numérique représente un nouveau défi pour le dialogue social. Porteuse de risques sur la cohésion sociale, elle est aussi une opportunité d'enrichir et de mettre en qualité ce qui doit l'être à tous les niveaux du dialogue social (entreprises, branches professionnelles et négociations interprofessionnelles) pour construire le dialogue social du 21<sup>ème</sup> siècle dans la confiance partagée. Un des résultats les plus significatifs de la recherche menée est que le partage sans précédent d'informations dans les entreprises peut enrichir le dialogue social informel, qui est le soubassement du dialogue social contractuel, comme le montrait la recherche du rapport de l'an dernier. Ceci pose un nouveau challenge, celui de la qualité de l'information numérique.», déclare **Jean-Pierre Menanteau**, directeur général d'Humanis.



La transformation numérique est porteuse d'enjeux et de risques pour le salariat, les conditions de travail et toute la vie des entreprises :

✘ Le développement de **nouveaux statuts d'emploi** pose la question de la protection sociale des travailleurs indépendants, de l'équité concurrentielle

et du financement de la protection sociale.

✘ **De nouvelles formes de travail** apparaissent comme le développement du télétravail, le coworking et les intra-entrepreneurs. Le dialogue social commence à affronter la question des nouveaux équilibres comme

l'équilibre vie privée / vie professionnelle qui représente une des préoccupations prioritaires pour des salariés (à 26%).

❖ L'économie elle-même est en mutation, **les conditions de travail se transforment, le numérique étant partout, des emplois disparaissent, d'autres se créent** : il apparaît alors nécessaire de bien prioriser dans le dialogue social la formation et le

développement de nouvelles compétences et de nouvelles activités.

La transformation numérique pose aussi au dialogue social une série de défis sur ses modalités. Les nouveaux outils numériques (chat, réseaux sociaux d'entreprises, présents dans 80% des sociétés du CAC 40...) amènent à un partage d'informations foisonnantes et instantanées sans précédent, qui enrichit le dialogue informel au quotidien tout en requérant de

nouveaux modes de régulation pour vérifier la qualité de l'information et l'articuler par rapport aux enjeux de la négociation contractuelle. C'est un environnement profondément nouveau pour le dialogue social formel et contractuel, auquel ce dernier commence à s'adapter.

**Avec le numérique le dialogue social aborde donc de nouvelles frontières tant dans ses thématiques que dans ses modalités.**

## Un dialogue social positif pour 62% des salariés

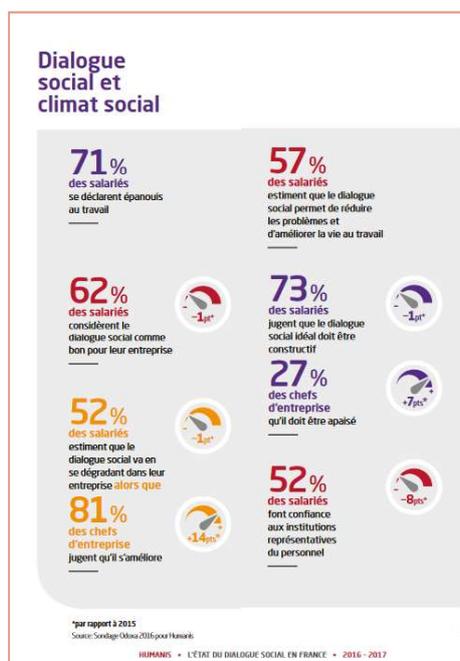
Si le contexte national et médiatique du premier semestre 2016 a marqué les esprits au niveau national, la perception globale sur le terrain du dialogue social est restée quasiment inchangée au vu du sondage annuel Humanis-Odoxa.

Les prises de position des leaders patronaux et syndicaux dans le rapport sur le dialogue social portent la trace des difficultés qu'ils ont rencontrées sur des sujets d'intérêt national majeur. Sur le terrain et sur les sujets propres à leur entreprise, les patrons et les salariés interrogés n'expriment quant à eux pas de perception notablement différente entre septembre 2015 et septembre 2016. **62% des salariés continuent de qualifier le dialogue social de « très bon ou plutôt bon » dans leur entreprise et 71% se sentent « épanouis » dans leur travail.**

Le dialogue social sur le terrain demeure donc globalement dynamique et constructif dans la continuité de la tendance soulignée l'an dernier, avec des points de convergences et de divergences sans grand changement. En 2015, les accords interprofessionnels (52, en hausse de 86%) et les accords

de branches (1 042, en hausse de 10%) ont été plus nombreux comme le montrent les dernières statistiques synthétisées dans le rapport. Le nombre d'accords d'entreprise (36 600) est, quant à lui, resté stable et les situations conflictuelles au sein des entreprises sont restées stables à un niveau historiquement bas. Il conviendra toutefois d'attendre les statistiques 2016 sur ce dernier point.

À partir de 2017, l'intensité du dialogue social et des négociations collectives devrait s'accroître car la loi Travail va conduire à une augmentation mécanique du nombre d'accords relatifs au temps de travail ou au droit à la déconnexion, tandis que l'évolution législative votée vers 200 branches professionnelles va restructurer le dialogue social au niveau des branches professionnelles.



## La confiance dans le dialogue social demeure

Le contexte de la loi Travail a eu des effets limités sur la perception du dialogue social sur le terrain avec des nuances un peu accrues par rapport à septembre 2015. Si 80% des chefs d'entreprise affirment que les partenaires sociaux des instances représentatives du personnel (IRP) sont « à l'écoute et constructifs », les salariés sont toujours une majorité (52%) à exprimer leur confiance dans les IRP.

Mais, après les tensions provoquées par la loi Travail, tous aspirent à un dialogue social apaisé, les chefs d'entreprise (+7 points par rapport à 2015) comme chez les salariés (+5 points). ■

[1] Débat prospectif le 21 mars 2017 organisé par Le Lab Social du groupe Humanis sur les conséquences de la révolution numérique pour le dialogue social et la protection sociale, à l'occasion de la deuxième édition du rapport sur l'état du dialogue social en France.

[2] Marc Ferracci est professeur à Sciences Po et à l'Université Panthéon-Assas, membre affilié de la Chaire « Sécurisation des parcours professionnels » ENSAE-Sciences Po. Il est spécialiste de l'économie du travail et des relations sociales.

[3] Sondage réalisé par l'Institut Odoxa pour le groupe Humanis sur un échantillon représentatif de 988 chefs d'entreprises interrogés par téléphone et par internet, du 20 septembre au 14 octobre 2016, et un échantillon représentatif de 1 073 salariés interrogés par Internet les 22-23 et 29-30 septembre 2016.

# Un projet à remettre sur le métier...

*ERASMUS, son succès et son impact sur la capacité des participants au programme à créer et maintenir des réseaux basés sur leur expérience d'étude dans une université d'un autre pays de l'UE démontrent depuis trente ans combien une telle démarche est payante en termes de construction d'une "citoyenneté européenne active".*



<sup>1</sup> <http://www.erasmus-entrepreneurs.eu/?lan=fr>

La Confédération européenne des syndicats a souhaité dès 2007 adopter une démarche similaire consistant en l'échange de travailleurs/militants syndicaux pour une période de formation transnationale de terrain entre organisations syndicales de différents pays de l'UE. A cette fin un projet fut déposé à la Commission européenne démontrant la volonté du mouvement syndical de miser sur la mobilité de ses travailleurs pour améliorer leurs compétences et leur connaissance de la réalité européenne. L'objectif à terme : pérenniser ce projet en un programme spécifique « Erasmus pour les organisations syndicales » au même titre que ce qui venait d'être mis en place par la Direction générale de l'entreprise de la Commission européenne au profit des jeunes entrepreneurs toujours en vigueur aujourd'hui, « Erasmus pour jeunes entrepreneurs »<sup>1</sup>.

Le travail syndical a pour sujet toutes les questions sociales et tout travailleur/militant syndical européen est confronté aux mêmes défis (immigration, précarité de l'emploi, pauvreté, inégalités, ...). Cette expérience transnationale amenait dès lors le stagiaire à découvrir des approches nouvelles pour des problèmes auxquels il est confronté dans sa vie quotidienne syndicale.

Lors de la définition du programme de travail de chaque stagiaire l'accent avait été mis sur les modes d'analyse, de conceptualisation, de mobilisation et d'actions propres au contexte historique, culturel et institutionnel de l'organisation hôte. En fonction des thèmes qu'ils traitaient au quotidien, les stagiaires pouvaient comprendre comment des réponses à des problèmes partagés peuvent être imaginées en commun et ainsi mieux participer

à la construction d'un resserrement de la politique solidaire en Europe.

Certes le travail réalisé au cours du stage était limité par sa durée, 25 jours, mais il permettait de créer des liens entre membres des diverses organisations syndicales à travers l'Europe au-delà même des liens structurels et organisationnels existants au sein de la CES. Au total 34 stagiaires en provenance de 18 pays différents et impliquant 27 organisations syndicales ont participé au projet. Il augurait une approche européenne du travail syndical dans les organisations nationales, étape majeure dans la construction de l'Europe.

En 2011, le refus du projet « Erasmus pour les organisations syndicales » en vue d'une pérennisation comparable à celle des programmes pour les étudiants et les jeunes entrepreneurs n'a pas mobilisé les organisations syndicales. Pourquoi ? ■

# ERASMUS Fête ses 30 ans

Jean-Pierre Bobichon  
Administrateur de l'Ipse Membre fondateur

**E**rasmus est le plus célèbre des programmes européens conçus pour rapprocher les jeunes citoyens européens. Né officiellement le 15 juin 1987, de la volonté du Conseil européen des chefs d'Etats ou de gouvernements réunis à Londres les 5 et 6 décembre 1986, mais aussi de la ténacité de Jacques Delors, Président de la Commission européenne, qui a dû batailler ferme pour convaincre M. Thatcher d'accepter ce programme innovant pour lequel la décision devait être prise à l'unanimité des 12 Etats membres de la Communauté européenne.

L'origine du nom de ce programme européen est celui d'un moine humaniste et théologien néerlandais « Erasme » qui a vécu de 1465 à 1536. Erasmus est un acronyme de « European Action Scheme for the Mobility of University Students – « Programme d'action européen pour la mobilité des étudiants »

Cet anniversaire, à travers les nombreuses manifestations qui ont eu lieu cette année, a constitué autant d'occasions d'informer, d'engager des réflexions avec les jeunes qui sont autour de vous sur les questions européennes et faire connaître un programme européen concret pour les jeunes étudiants, apprentis, en besoin de formation... une action intergénérationnelle à susciter.

Erasmus ce sont des réponses concrètes et des moyens qui répondent à une question souvent exprimée : A quoi sert l'Europe ?

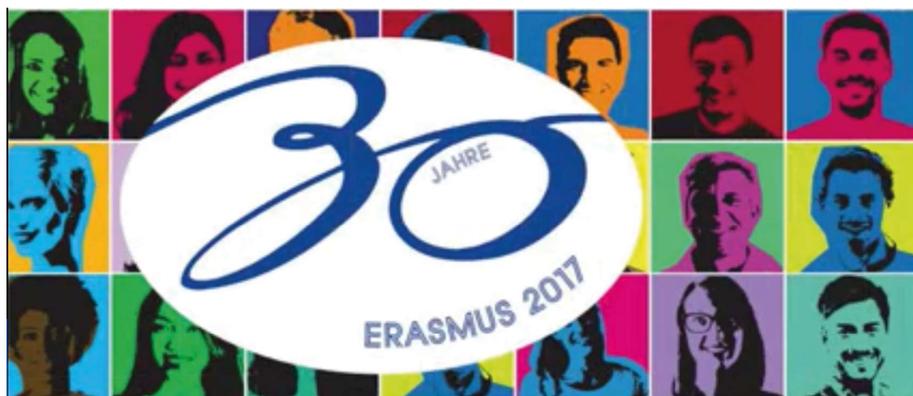
Ce programme est ouvert aux européens des 28 Etats membres de l'Union, aux populations concernées d'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège ainsi que de la Macédoine et de la Turquie. En 2013, le cap des 3 millions d'étudiants Erasmus a été franchi. 4 millions d'européens bénéficieront d'une mobilité d'ici à 2020. Une étude d'impact réalisée en 2014 montre que 700 000 d'entre eux y a rencontré leur partenaire. Il est estimé à environ un million de bébés européens nés de couples « Erasmus » depuis 1987. Les principaux pays de destinations depuis la France sont le Royaume Uni, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et le Portugal.

Les années passant, un jeune « Erasmus » sur trois s'est vu proposer un emploi dans l'entreprise pour laquelle la formation a été effectuée. Les Erasmus ont deux fois moins de risque de chômage, 64% des employeurs considèrent que l'expérience internationale représente une valeur importante pour le recrutement. Au cours de ces trente ans on trouve, maintenant, en France et en Europe des « Erasmus » à des postes de hautes responsabilités

Le budget européen pour ce programme était de 3,1 milliards d'euro pour la période 2007/2013. Fin 2011 la Commission européenne a programmé une augmentation d'environ 64%, ce qui a conduit à une affectation budgétaire européenne d'environ 14,7 milliards du budget global pour l'actuelle période 2014/2020, et pour la France à 1 milliard d'euros. Progressivement tout, au long de ces 30 dernières années, le programme Erasmus s'est étendu aux enseignants, aux apprentis... mais encore faut-il qu'il soit financé : La Commission européenne a annoncé une enveloppe de 782000 euros annoncée pour financer des cours de langues et favoriser la mise en réseau de centres de formation. Cette dotation risque d'être remise en cause. Le parlement européen intervient... contre « la rigidité des procédures qui tue l'innovation dont l'Europe a tant besoin » Les bourses devraient être versées au second semestre.

L'année 2017, n'est-elle pas l'occasion de réfléchir et faire des propositions pour inventer et organiser un « Erasmus Séniors » ? Un moyen pour favoriser des échanges de populations en direction des retraités et personnes âgées, via les sociétés civiles organisées telle la Fédération Européenne des Retraités et Personnes âgées - FERPA - (affiliée à la Confédération Européenne des Syndicats - CES -) les universités ou clubs du troisième âge... qui n'ont pas toujours les possibilités de voyager et donc de connaître la multiplicité des cultures européennes. Une piste, parmi d'autres, pour redonner envie d'Europe dans une période où nous en avons tant besoin.

Un brassage de populations vaut, parfois, autant que les discours, pour accroître les connaissances de l'Europe des européens, de toutes générations et conditions et aussi mobiliser leurs énergies. ■



# Confiance et bien-être en France et en Belgique

**Un baromètre « confiance et bien-être » a été réalisé par notre partenaire, la mutualité belge Solidaris et la Mgen pour mesurer la situation des français. Pour cela, 1 000 personnes ont été sondées sur leurs conditions de vie et leur vision du monde. Santé, travail, bonheur : divers pans de leurs vies ont été passés au crible.**

Trois quarts des français interrogés se déclarent satisfaits de leur existence actuelle et considèrent avoir réussi leur vie. Toutefois, cette étude révèle également un certain pessimisme des français notamment vis-à-vis de l'avenir.

- Dans le domaine sanitaire, malgré la bonne réputation de la France pour son système de santé, les français perçoivent une dégradation des soins et une augmentation du reste à charge. Désertification médicale, prise en charge d'un parent dépendant : les difficultés vont plus loin que la problématique des remboursements. 72,9% des sondés considèrent que la qualité des soins est actuellement menacée.



Dans ce contexte, les initiatives mutualistes doivent être soutenues car leur action ne se limite pas aux remboursements, elles peuvent mettre en place des solutions concrètes telles que l'installation d'établissements sanitaires et sociaux, comme c'est le cas pour la Mgen.

- Le travail est considéré par les français comme une façon de prendre

pied dans la société. 60% des répondants estiment même que leur travail est une réelle source de bien-être. Plus que l'appât du gain, c'est la reconnaissance de leur travail qui incite les français à se lever le matin. Or un phénomène apparaît dans cette étude : la pression managériale. La charge de travail augmente (pour 66,3% des sondés), tout comme le stress ; tandis que plus de la moitié juge que la hiérarchie ne manifeste pas vraiment de considération pour le personnel. Les employés qui disposent d'un travail stable craignent pour la pérennité de leur emploi. Qu'il s'agisse de santé ou d'emploi c'est comme si les français se jugeaient chanceux mais qu'ils estimaient que cela n'allait pas durer.

- Leur vision de la société est également très noire. Beaucoup de français évaluent un haut niveau d'inégalités, de racisme alors que peu se déclarent effectivement victimes de discrimination. Mais il y a réellement une part de la population pour qui la pauvreté augmente. Seuls 40% des français arrivent à épargner... Les sondages révèlent une place trop importante prise par la finance dans notre société et des in-

quiétudes vis-à-vis de la mondialisation et de la dégradation de l'environnement. Les personnes interrogées se révèlent particulièrement anxieuses en ce qui concerne l'avenir de leur progéniture.

Et pour remédier à tous ces problèmes, les Français ne compteraient pas sur les institutions. On note un effondrement de la confiance dans les élites et les institutions. Les piliers qui soutenaient la société s'effondrent. Dans une moindre mesure, les médias, les religieux et syndicats sont aussi victimes de cette défiance. On se tourne vers le cercle proche : famille, amis. La solidarité familiale constitue un levier financier et d'emploi important. La vie privée compte beaucoup dans la question de réussir sa vie. Mais l'envie de collectif n'est pas morte. Trouvent grâce aux yeux des français, les associations, les mutuelles, les systèmes collectifs de protection sociale. En effet, l'engagement associatif leur permet de se réaliser selon des valeurs affirmées. Avec la perte de confiance dans les autorités traditionnelles, les relations de "verticalité" laissent place à plus "d'horizontalité", c'est-à-dire à des relations réelles, des contacts directs. C'est à cela qu'aspirent les jeunes, notamment au niveau professionnel.

Un autre grand changement de mentalité se dessine : la fin des luttes socio-économiques. On réagit à la pauvreté par une réponse identitaire plutôt que par des conflits sociaux. Or le sociologue Michel Wieviorka estime que ces débats sociaux permettaient de construire une vision d'avenir. Sans eux, plus rien ne se passe, ce qui explique en partie le pessimisme ambiant. ■

# Confidence and well-being in France and Belgium

*society Solidaris and MGEN to measure the situation of the French. For this purpose, 1000 people were surveyed about their living conditions and their vision of the world. Health, work, happiness: various aspects of their lives were scrutinized.*

Three-quarters of the French respondents say they are satisfied with their current situation and consider that they have succeeded in their lives. However, this study also reveals a certain pessimism of the French in particular vis-à-vis the future.

In the health sector, despite France's good reputation for its health care system, the French perceived a deterioration in care and an increase in the charges borne. Medical desertification, care of a dependent parent: the difficulties go beyond the issue of reimbursements. 72.9% of respondents consider that the quality of care is currently threatened. In this context, mutual initiatives must be supported because their action is not limited to reimbursements, they can put in place concrete solutions such as the installation of health and social facilities, as is the case for MGEN.

- Work is seen by the French as a way of gaining a foothold in society. 60% of respondents even feel that their work is a real source of well-being. More than the lure of gain, it is the recognition of their work that incites the French to get up in the morning. And a phenomenon appears in this study: stress at work. The workload increases (for 66.3% of respondents), as does stress; while more than half believe that the hierarchy does not really show consideration for staff. Employees with stable work are concerned about the sustainability of their jobs. Whether it is health or employment, it is as if

the French feel lucky but they think that this is not going to last.

- Their vision of society is also very gloomy. Many French people perceive high levels of inequality and racism, while few actually claim to be victims of discrimination. But there is actually a share of the population for whom poverty is increasing. Only 40% of the French manage to save money... The surveys show people consider finance is given too much importance in our society and they are concerned about globalization and the degradation of the environment. Respondents are particularly worried about the future of their offspring.



And to solve all these problems, the French would not count on the institutions. There is a loss of confidence in elites and institutions. The pillars that supported society are collapsing. To a lesser extent, the media, the religious leaders and the trade unions are also victims of this lack of confidence. People turn to their close circle: family and friends. Fami-

ly solidarity is an important financial and employment lever. Private life weighs a lot on defining a successful life. But the wish for a collective way is not dead. In the eyes of the French, the associations, the mutual societies, and the collective systems of social protection are deemed graceful. Indeed, the associative commitments allows them to fully realize their asserted values. With the loss of trust in the traditional authorities, the relations of verticality give way to more horizontality, that is to say to real relations, direct contacts. This is what young people aspire to, especially at the professional level.

Another major change in mentality is the end of socio-economic struggles. We respond to poverty through an identity response rather than social conflict. Sociologist Michel Wieviorka believes that these social debates helped to build a vision for the future. Without them, nothing happens, which explains in part the prevailing pessimism. ■

## Mélanie did it !

**O**n March 14th 2017, Mélanie Ségard, 21 years old french woman with Down's syndrome realized her dream of presenting the weather on television on France 2. Watched by about 5.3 billion viewers, Melanie contributed to break prejudices on intellectual disability. Beyond the powerful demonstrations of solidarity on social networks, the young woman's story was also covered in the international press. The initiative comes from the UNAPEI, support association for mentally disabled people. Promoting an inclusive and solidarity-based society, the UNAPEI intends to continue the momentum created by Mélanie highlighting other disabled people in order to demonstrate their integration ability in the society and world of work. In any case, Melanie's performance has helped to develop perspectives and repair an injustice. According to the CSA, only 0.8% of the people displayed on tv in 2016 had a disability. ■



1 : Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales, et de leurs amis. Créée en 1960, l'UNAPEI fédère 550 associations dont 300 sont gestionnaires d'établissements et de services. Elle protège près de 200 000 personnes handicapées dont 86000 personnes majeures.

## LA BONNE PAYE

**D**ans les grandes entreprises, les écarts de rémunération entre dirigeants et salariés ont atteint depuis quelques années des niveaux vertigineux. A titre d'exemple, Carlos Tavares, PDG de PSA, gagne en un an l'équivalent de 241 années de salaire d'une ouvrière du groupe automobile. Pour justifier de tels écarts, les dirigeants d'entreprises évoquent la plupart du temps les risques qu'ils sont amenés à prendre dans des environnements économiques fortement concurrentiels. Décidées dans le cadre feutré des conseils d'administration, ces rémunérations posent pourtant un problème éthique considérable.

Dans le cas de PSA notamment, le redressement du groupe s'est fait au prix de suppressions d'emplois massives et de la fermeture de l'usine d'Aulnay-Sous-Bois. Comment dès lors justifier de tels écarts quand on songe aux sacrifices considérables consentis par les salariés ? Si depuis la loi Sapin II, la législation française prévoit désormais la possibilité pour les actionnaires d'intervenir sur le niveau de rémunération des dirigeants afin de limiter les abus les plus manifestes, l'exemplarité est loin d'être de mise chez les PDG du CAC 40.

Selon le quotidien La Tribune, les patrons des 120 plus grandes entreprises de l'Hexagone ont gagné en moyenne 132 fois plus que leurs employés en 2016. Ces écarts indécentes ne sont toutefois pas comparables à ceux recensés aux Etats-Unis, où les patrons gagnent en moyenne 200 fois plus que leurs salariés. ■

**PDG RENAULT-NISSAN**  
CARLOS GHOSN

4 mois



**PDG PSA PEUGEOT CITROEN**  
CARLOS TAVARES

1 an



**5,4**  
MILLIONS  
D'EUROS

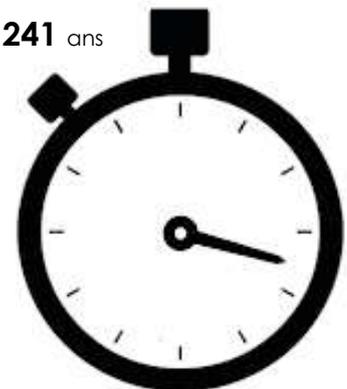
**PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**  
FRANCOIS HOLLANDE

29 ans



**OUVRIÈRE PSA**

241 ans



COMBIEN DE TEMPS POUR OBTENIR 1AN  
DU SALAIRE DE **CARLOS TAVARES**

## Rapprocher jeunes et Sécurité Sociale

L'École Nationale Supérieure de la Sécurité Sociale (EN3S) en partenariat avec le Ministère de l'Éducation nationale organise un concours national intitulé « les jeunes et la sécurité sociale » ouvert à la participation de classes de lycée et de BTS pour l'année scolaire 2017/2018. Les organismes de la Sécurité sociale y apporteront également leur soutien à travers un accompagnement des enseignants par des professionnels volontaires.

Cette initiative a pour but de faire réfléchir les élèves sur la solidarité et de favoriser leur appropriation des valeurs

de la sécurité sociale. Le rendu devra comporter une production concrète ainsi qu'une fiche témoignant de la réflexion menée. ■



## Ceta : Tout un fromage !

Initialement prévu pour entrer en application provisoire le 1er juillet, le CETA voit son entrée en vigueur repoussée au 21 septembre en raison d'un imbroglio sur les quotas de fromages. Les européens reprochent en effet aux canadiens un manque de clarté sur ce dossier. Dans un document officiel ayant fait l'objet de fuites dans la presse, Ottawa prévoyait en effet que 60% des fromages européens importés ne reviennent aux producteurs laitiers et aux entreprises de transformation canadiens. Les européens craignent

que ces fromages, achetés à droit zéro ne soient ensuite revendus par les producteurs aux détaillants avec des marges substantielles. Cette proposition du gouvernement de Justin Trudeau avait pour but de calmer les inquiétudes des producteurs laitiers, dans leur ensemble très opposés au traité de libre-échange, notamment au Québec. Craignant que l'esprit du CETA ne soit dévoyé, la Commission a appelé le Canada à renoncer à cette proposition, ce qui semble aujourd'hui acté. ■



## Mélanie l'a fait !



Le 14 mars, Mélanie Ségard, jeune femme trisomique de 21 ans, a réalisé son rêve en présentant le journal météo de France 2. Suivie par près de 5,3 millions de téléspectateurs, Mélanie a contribué à briser bien des préjugés sur le handicap mental. En plus de puissantes manifestations de solidarité sur les réseaux sociaux, la jeune femme a également vu son histoire faire l'objet d'articles dans la presse internationale. A l'origine de cette initiative, se trouve l'UNAPEI<sup>1</sup>, association de soutien aux personnes handicapées mentales. Militant pour une société inclusive et solidaire, l'UNAPEI compte poursuivre l'élan initié par Mélanie en mettant en lumière sur son site d'autres personnes handicapées afin de démontrer leur pleine capacité d'intégration dans la société et dans le monde du travail. La performance de Mélanie a en tout cas contribué à faire évoluer les regards et réparer une injustice. En marge de cet événement, le CSA avançait en effet que seuls 0,8% des individus représentés à la télévision en 2016 étaient des personnes handicapées. ■

<sup>1</sup> : Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales, et de leurs amis. Créée en 1960, l'UNAPEI fédère 550 associations dont 300 sont gestionnaires d'établissements et de services. Elle protège près de 200 000 personnes handicapées dont 86000 personnes majeures.

## Le Portugal remporte l'Eurovision

Pour la première fois de son histoire, le Portugal a remporté le concours de l'Eurovision. Salvador Sobral, 27 ans, a conquis les téléspectateurs européens avec sa chanson jazzy et intimiste « Amar Pelos Dois » (Aimer pour deux). Cette victoire est d'autant plus méritoire que ce jeune chanteur est en attente depuis plusieurs mois d'une greffe du cœur. Refusant de céder à l'anglomanie ambiante, il a également tenu à chanter dans sa langue natale. Organisée à Kiev, ce cru 2017 de l'Eurovision a su également garder son décorum. ■



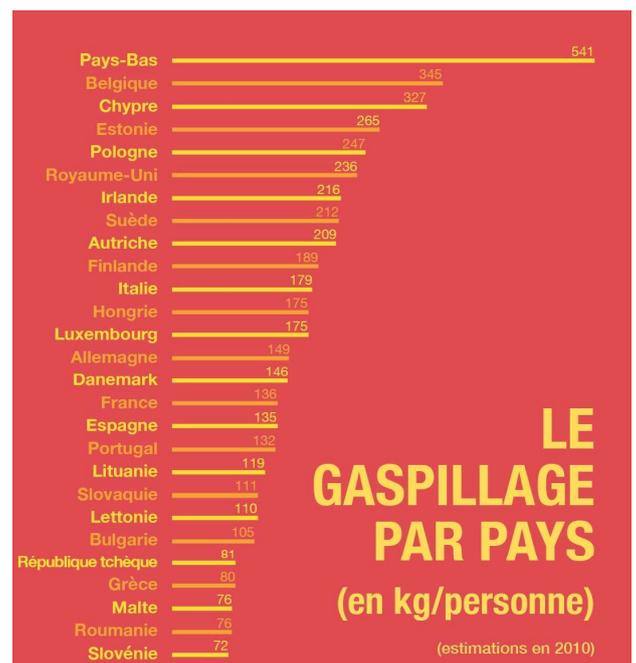
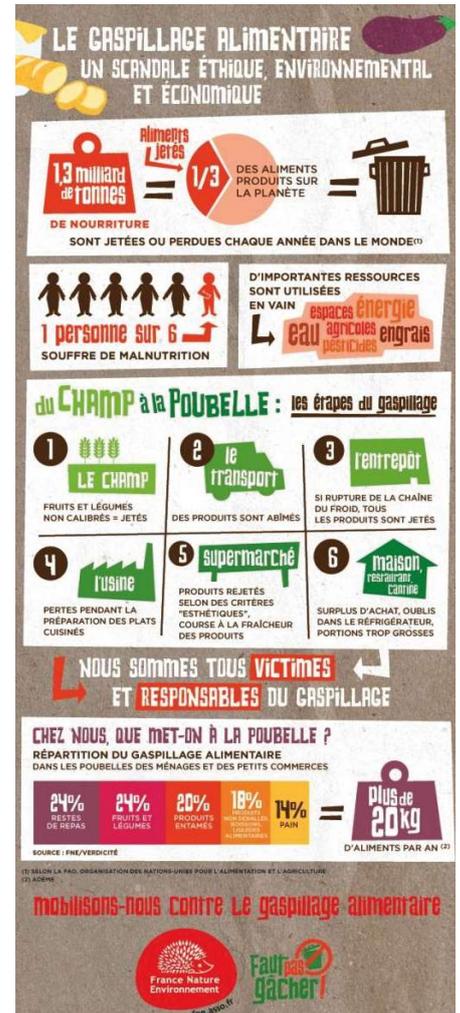
## Portugal won the Eurovision song contest

For the first time in history, Portugal won the Eurovision song contest. Salvador Sobral, a 27 years old man conquered European viewers with his jazzy and nostalgic song "Amar Pelos Dois" (loving for two). This victory is all the more meritorious than this young singer is waiting for a heart transplant. Refusing to give in to the surrounding Anglomania, he was also keen to sing in his mother tongue. Organised in Kiev, this new edition of the Eurovision song contest managed to maintain its decorum. ■

## Victime et responsable du gaspillage

20% de la nourriture produite dans l'Union Européenne est perdue. Ce gaspillage est problématique à trois niveaux. Sur le plan environnemental, la nourriture gaspillée représente autant d'eau et d'énergie utilisées en vain. De plus, cette énergie mobilisée dans la production, la transformation, le transport, etc. est fortement émettrice de gaz à effet de serre ! Le gaspillage alimentaire représente aussi un enjeu économique. En jetant des yaourts périmés ou le contenu d'une assiette non terminée, c'est de l'argent qui part à la poubelle. Et enfin, c'est un enjeu éthique quand on sait qu'en France par exemple, 1 personne sur 10 a du mal à se nourrir...

Mi-mai 2017, un rapport a été soumis aux votes en session plénière du Parlement Européen au sujet du gaspillage alimentaire. Ce rapport présente toute une série de mesures pour améliorer la gestion des ressources et réduire le gaspillage de moitié. Sensibilisation et communication sont au programme mais le rapport préconise également des incitations financières comme par exemple en Belgique où les commerçants peuvent déduire la TVA sur les dons d'inventus. Une autre mesure conseillée en dernier recours serait de revaloriser les surplus pour les transformer en aliments à destination des animaux. ■





## L'Estonie prend la présidence du Conseil de l'Union européenne

**A** partir du 1er juillet, l'Estonie assumera pour six mois la présidence du Conseil de l'Union Européenne. Initialement, celle-ci devait revenir au Royaume-Uni, contraint de céder sa place suite au Brexit. Cet Etat balte, d'une population de 1,3 millions d'habitants – dont 400 000 russophones - est membre de l'UE depuis le 1er juillet 2004. Gouverné par une coalition de centre-gauche, l'Estonie

entend dans le cadre de la présidence du Conseil de l'UE, mettre l'accent sur l'emploi et l'économie numérique. Le pays est en effet surnommé « la nation tech européenne », connu pour ses investissements importants dans les nouvelles technologies. L'Ipse avait organisé en 2006, une de ses rencontres Ipse, à Tallin, avec l'ensemble de nos partenaires des pays baltes. ■



## Estonia takes over the Presidency of the Council of the European Union

**F**rom July 1st 2017, Estonia will assume the presidency of the Council of the European Union. Initially, it should come down to the UK, but it had to take a back seat because of the Brexit. This Baltic State with 1.3 million inhabitants- 4 00 000 of which speaks Russian- has been a member of UE since July 1st 2004. Governed by

a centre-left coalition, Estonia intends to focus on employment and digital economy during its mandate. The country is indeed nicknamed “the european tech nation” and well known for its major investments in new technologies. Ipse organised in 2006, one of its Ipse meetings in Tallin, with our partners from the Baltic States. ■

## Victim and Responsible for Waste

**20% of the food produced in the UE is lost. This food wastage is troublesome at three levels.** As far as environment is concerned, the wasted food means water and energy used in vain. Besides, this energy mobilised in the production, processing, transportation, etc is a significant source of greenhouse gas! Food wastage is also an economic issue. When discarding outdated yogurts or the content of an unfinished plate, it is money which is thrown in the trash. And it is also an ethical issue given that in France, for example, one in ten people don't have enough to eat.

Mid May 2017, a report has been submitted to the votes at a plenary session of Parliament concerning food wastage. This report presents a series of measures to improve resource management and reduce waste by half. Raising consciousness is important but the report also recommends financial incentives such as in Belgium where traders can deduct VAT on the donation of unsold articles. Another measure, advised as a last resort is to recycle the waste products into animal feed. ■



# La place des femmes dans la société, une lutte à poursuivre

**A** lors qu'une pétition circule en France pour allonger le congé paternité et ainsi alléger les discriminations faites aux femmes qui travaillent, la Fondation Robert Shuman publie une étude sur la place des femmes.

En Mars 2017, la Fondation Robert Shuman a publié dans le numéro 424 de la revue « Question d'Europe » les chiffres illustrant l'occupation des postes clés par les femmes. A travers ces statistiques, les Européens peuvent réaliser que le reste du monde n'est pas aussi avancé en matière d'égalité hommes-femmes.

Qui dirige le monde ? L'étude s'est intéressée aux Présidents et Premiers Ministres. On constate que c'est en Europe qu'on trouve le plus grand nombre de femmes chefs d'état ou de gouvernement. L'Asie se situe en seconde

position avant l'Afrique. L'Amérique et l'Océanie se trouvent en fin de classement. Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire, ces femmes dirigeantes sont rarement à la gauche de l'échiquier politique. L'Europe est toujours en tête quand il s'agit des Ministères et des Parlements mais nous sommes encore loin de l'égalité. Seuls 37,2% des membres du Parlement Européen sont des femmes et c'est plus que dans les Parlements nationaux... Toutefois, on note que les femmes commissaires européen occupent des postes clés. Quant aux Gouvernements, seuls deux états en Europe peuvent se targuer de mobiliser autant de femmes que d'hommes. La moyenne européenne se situe à 27% (de femmes Ministres contre 17% dans le monde).

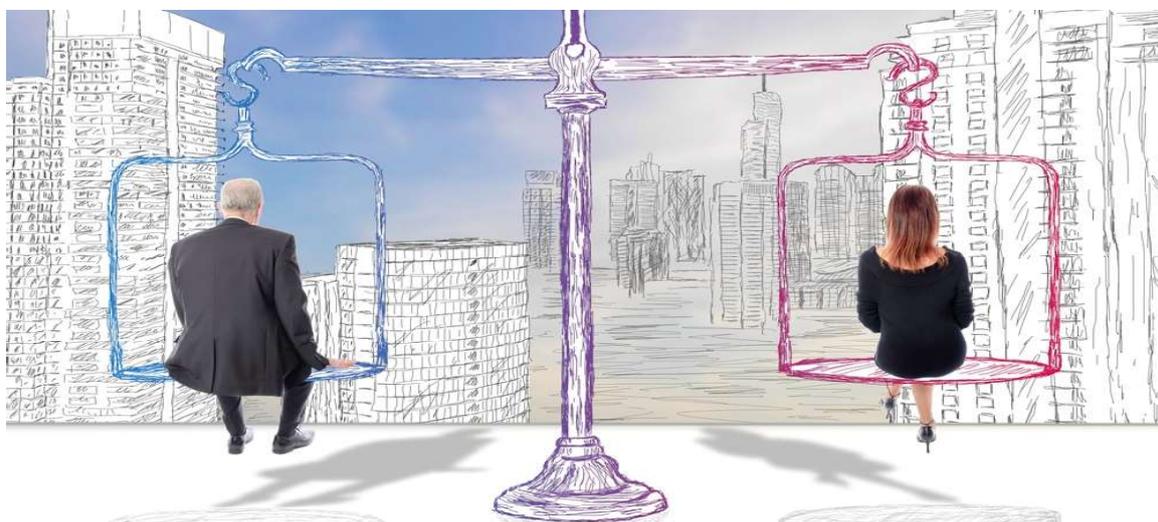
Dans le monde de l'entreprise, même constat : l'Europe est en première place. On observe toutefois une évo-

lution très conséquente au cours de la dernière décennie : +54% de femmes au sein de la gouvernance des entreprises. La France et la Suède sont particulièrement bien loties puisqu'elles occupent la 3ème place mondiale, ce qui s'explique pour la Suède par un quota de féminisation dans les conseils d'administration des sociétés cotées.

En revanche, il est surprenant que les entreprises asiatiques soient à la dernière place de ce classement.

Pour résumer, même si de gros progrès restent encore à faire en Europe, la position des femmes aux postes-clés y est bien meilleure que dans le reste du monde. L'Afrique est également en bonne voie de féminisation. Et cela est pour le mieux car comme le dit Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert Shuman, « les défis mondiaux actuels ne pourront pas être relevés par les seuls hommes ». ■

En France, une initiative a été lancée par notre adhérent, la Mutualité Française dans le but d'atteindre 40% de femmes au sein des conseils d'administration des mutuelles à l'horizon 2021. Il s'agit d'un réseau intitulé « MutElles » proposant de nombreuses actions : petits-déjeuners, afterworks, ateliers pour se poser les bonnes questions et acquérir des outils nécessaires pour se faire une place au sein des Conseils d'Administration.



## The place of women in society, a struggle to be pursued

**While a petition circulates in France to lengthen paternity leave and thus reduce discrimination against working women, the Robert Schuman Foundation publishes a study on the place of women.**

In March 2017, the Robert Schuman Foundation published in the issue 424 of the journal "Question d'Europe" the figures illustrating the key positions occupied by women. Through these statistics, Europeans can realize that the rest of the world is not as advanced in terms of gender equality.

Who runs the world? The study focused on Presidents and Prime Ministers. The largest number of women heads of state or government is found in Europe. Asia ranks second,

ahead of Africa. America and Oceania are at the end of the ranking. But contrary to what one might think, these women leaders are rarely to the left of the political chessboard. Europe is still in the forefront when it comes to women ministers and parliamentarians, but we are still far from equality. Only 37.2% of the members of the European Parliament are women and that is more than in the national parliaments... However, it is noted that women European commissioners occupy key posts. As for the Governments, only two states in Europe can claim to mobilize as many women as men. The European average is 27% women ministers (compared to 17% in the world).

In the world of business, the same is true: Europe ranks first. However, there has been a very significant

change over the past decade: +54% of women in corporate governance. France and Sweden are particularly well off as they take the 3rd place worldwide, which, in the case of Sweden, is due to a women's quota in the boards of directors of listed companies.

On the other hand, it is rather surprising that the Asian companies are at the bottom of this ranking.

To summarize: although much progress still needs to be made in Europe, the proportion of women in key posts is much better here than in the rest of the world. Africa is also on the right path to feminization. And this is all for the better because, as Pascale Joannin, Managing Director of the Robert Schuman Foundation, says, "Today's global challenges cannot be met by men alone." ■

*In France, an initiative was launched by our member, Mutualité Française in order to attain 40% of women on the mutual societies' boards of directors by 2021. It is a network called "MutElles" proposing numerous actions: breakfasts, afterworks, workshops on how to ask the right questions and to acquire the tools necessary for women to be more represented on the Boards of Directors*



## A Molenbeek, l'art de la satire, mode 2.0

**M**olenbeek n'est pas qu'un vivier de déséquilibrés en quête d'un paradis passant par la case enfer. Cette commune de Bruxelles a pour bourgmestre Françoise Schepmans qui agit avec énergie et conviction pour redonner du lien social intercommunautaire et un certain goût de vivre en paix. Le miMa est une expression de cette volonté. Musée d'art urbain et digital, inauguré il y a plus d'un

an, le long du canal, il revient pour sa troisième exposition « Art is comic » avec six illustrateurs, célèbres caricaturistes, de Belgique, d'Espagne, du Danemark et de France. Les œuvres de ces artistes sont pour la plupart diffusées par les réseaux sociaux. Le but est de mettre en avant l'humour et la satire face à la haine.

Molenbeek rit,

Moleenbek vit aussi. ■



## SOS Méditerranée Prix Unesco Houphouët Boigny

**A**ssociation européenne indépendante, dont 98% des ressources viennent de nous citoyens, SOS Méditerranée, récente et dont les membres fondateurs sont au nombre de 200, sauve, protège et témoigne. Premier devoir : tendre la MAIN à ceux qui se noient après avoir connu l'enfer des bombardements russes et d'autres, des esclavagistes libyens et d'autres, des hypocrisies européennes serviles du sultan Ottoman et d'autres... C'est l'Etat italien qui avait montré la voie avec l'opération Mare Nostrum, menée avec courage et sans moyens suffisants, admirable et torpillé par l'Union Européenne (UE) et particulièrement à la demande de ses Etats si hâtivement et sans contreparties sociales, démocratiques en-

trés, tout bénéfice promis, dans l'UE. A la remise du prix Unesco : chefs d'Etat, représentants de l'ONU, personnalités, appelant à la responsabilité partagée ! Médecins du Monde - qui intervient

de Bobigny, Molenbeek à Lamadusa et Alep, Médecins sans Frontières permettent à l'Aquarius, vaisseau Amiral et admirable de SOS Méditerranée de "réparer" ces naufragés du corps et de l'âme. Reste ensuite leur devenir en Europe, qui certes ne peut accueillir toutes les souffrances, et dont les discours différent entre Présidents, Chanceliers favorables, puis autres ministres de l'Intérieur bétonnant les prairies d'accueil. Encore qu'une géopolitique forte et cohérente au sein de l'Union européenne permettrait d'agir en amont- que faire après avoir pendu quelques dictateurs vite remplacés- et en aval, dans les quartiers de nos villes et villages parfois renaissants par une intelligence de cette aubaine, à la condition expresse, pour éviter les heurts meurtriers entre réfugiés et autochtones, que cela soit pensé et organisé. ■

**Plus de 3 800 migrants sont morts depuis le début de l'année en Méditerranée.**

**Ça suffit.**



Année 2016



## Histoire mondiale de la France

Collectif sous la direction de Patrick Boucheron

Editions du Seuil

Concilier la rigueur de l'analyse tout en étant accessible à un large public, telle est l'entreprise - audacieuse et salubre - qu'accomplit avec succès *Histoire Mondiale de la France*, ouvrage collectif paru sous la houlette de Patrick Boucheron, historien médiéviste et professeur au Collège de France. En 146 entrées, correspondant à autant de dates et de faits majeurs de son histoire, cette somme se propose d'élargir l'histoire de France au-delà des seules frontières de l'Hexagone, à rebours d'une vision passéiste, nationaliste et rabougrie véhiculée par nombre de responsables politiques et de déclinologues professionnels - acteurs de troisième plan ou animateurs de télévision déguisés en historiens. De la grotte de Chauvet aux événements de 2015, ce livre, « joyeusement polyphonique » selon ses auteurs, est en passe de devenir un beau succès éditorial des plus mérités.



## Règne Animal

Jean-Baptiste Del Amo

NRF Gallimard 2017

Ce prix de la radio d'excellence France-Inter, attribué non point par un jury de critiques lassés mais par des lecteurs passionnés et ouverts, récompense cette année ce si bel ouvrage.

Porcs et hommes sont les plus proches des mammifères, ADN proche et même goût une fois consommés, sauf que le quadrupède l'est nettement plus que le bipède.

Ce n'est pas un ouvrage en faveur de l'un ou l'autre, nous lisons l'histoire séculaire d'une exploitation familiale cinq générations traversant les déchirements des guerres européennes, les désastres économiques sur excités par la violence industrielle, reflet d'une violence ancestrale.

Un grand roman, témoin d'une prétention à dominer la nature, avec sauvagerie et misère, toutefois plein d'humanité.



## Quaresma, déchiffreur

Fernando Pessoa

Christian Bourgois

Fernando Pessoa, icône ipsienne tant ses écrits sur l'Europe, le lien social et notre imprégnation lusitanienne, en font ce qui échappe aux meutes touristiques du Chiado pour garder sa place à nous lecteurs heureux de ces trésors en notre intimité si « Saudade » !

Alors en ce recueil une toute approche, à lire sur la Prie, dans un Jardin, à la Sierra !!! Hétoronyme de Pessoa parmi tant d'autres, connu tant de lustre après avoir rejoint le Paradis du Tage, Abilio Fernandes Quaresma, médecin errant tel le chat de gouttière, déchiffre mystères et assassinats de « la vie réelle », qu'il préfère... Siméon avec vues sur cours de la ville d'Ulysse aux sept collines et cent quartiers. Lecture d'été et intemporelle !



## Bienvenue dans le nouveau monde

Comment j'ai survécu à la coolitude des start-up

Mathilde Ramadier

Editions Premier Parallèle

Depuis les années 90, les start-ups sont

présentées comme des entreprises qui permettraient une meilleure qualité de vie au travail : organisation horizontale, convivialité de rigueur, perspectives d'évolution sociale... Les entrepreneurs ne sont jamais à court d'arguments pour attirer de nouveaux salariés en quête d'épanouissement. Cette vision idyllique est mise à mal par Mathilde Ramadier, ancienne « petite main » dans des startups berlinoises. Dans son livre « Bienvenue dans le nouveau monde. Comment j'ai survécu à la coolitude des start-up », elle démontre à travers son expérience la face cachée d'un modèle entrepreneurial qui transige nettement avec la vision idyllique de ses promoteurs.



## Qui va prendre le pouvoir ?

Les grands singes, les hommes politiques ou les robots

Pascal Picq

Editions Odile Jacob

Pascal Picq est paléoanthropologue et maître de conférences au Collège de France. Ses recherches sur l'évolution de l'homme s'intéressent à ses origines comme aux profonds changements anthropologiques en cours. Il est à la fois très engagé dans la diffusion des connaissances en paléoanthropologie et dans les transformations de nos sociétés.

« C'est nous qui éliminons les grands singes et qui créons les robots. Comment apprendre à vivre avec ces nouvelles intelligences artificielles pour assurer un futur meilleur à l'humanité ? [...] il nous faut d'abord comprendre les intelligences naturelles qui accompagnent notre évolution, à savoir celle des singes et des grands singes. Sinon nous serons les esclaves des robots. »

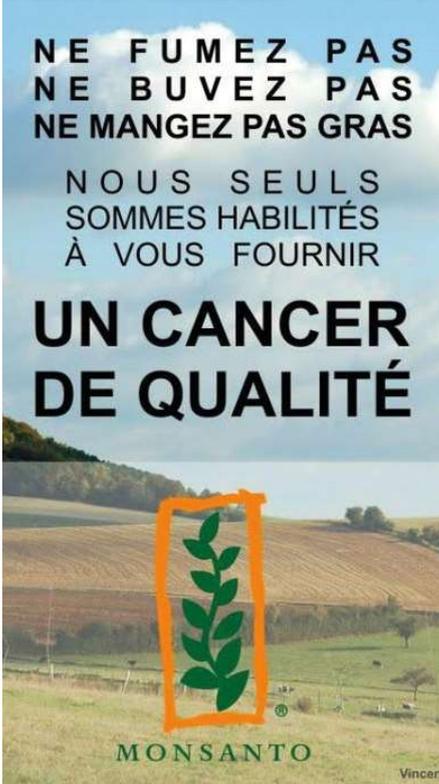
Ce livre plein d'humour nous apprend beaucoup sur nous-mêmes, sur les femmes et les hommes politiques, sur les grands singes... et les robots. Ce livre est aussi un bestiaire à clés, où toute ressemblance avec des personnages existants risque de ne pas être pure coïncidence...



# Monsanto accusée de corruption scientifique

**P**arue au mois de mars dernier, une enquête du quotidien Le Monde dévoilait comment la firme américaine Monsanto se livrait à un lobbying intense pour défendre le glyphosate, son produit phare, de toute interdiction en Europe et dans le reste du Monde. Au même moment, l'ONG autrichienne Global 2000 publiait un rapport dans lequel elle accusait la multinationale d'avoir sponsorisé des études dans plusieurs revues scientifiques de référence afin d'écarter tout risque sur la santé de cet herbicide que l'OMS considère pourtant comme cancérigène probable. Ce rapport accusait également les différentes agences européennes de sûreté alimentaire et sanitaire (EFSA et ECHA) de se fonder sur ces études controversées dans leurs différents avis rendus sur la non-dangerosité du glyphosate. Devant le scandale, 26

eurodéputés ont saisi la Cour de justice européenne ce 1<sup>er</sup> juin 2017 pour accéder aux études sur lesquelles l'EFSA s'est appuyée pour affirmer que le glyphosate ne présentait pas de risque majeur pour la santé. De l'autre côté de l'Atlantique, la Cour fédérale de San Francisco (USA) a contraint Monsanto à déclassifier des documents confidentiels suite à l'action en justice menée par 250 ouvriers agricoles atteints d'un lymphome après plusieurs années d'exposition au glyphosate. Révélés quelques jours avant la sortie du rapport de l'ONG Global 2000, ces correspondances internes indiquaient que Monsanto était conscient dès 1999 de la dangerosité de son produit phare. Ces documents démontraient également comment la firme avait alors opté pour financer de très nombreuses études favorables à ses intérêts. ■



1 Autorité européenne de sécurité des aliments  
 2 Agence européenne des produits chimiques

# Monsanto accused of scientific corruption

**P**ublished in March 2017, a survey from the daily newspaper Le Monde revealed how the American company Monsanto engaged in an intense lobbying to defend glyphosate, its flagship product, from any ban in Europe and in the rest of the world. At the same time, the Austrian NGO Global 2000 published a report in which the multinational was accused to have sponsored surveys in many scientific reference publications in order to rule out any risks on human health, whereas WHO considers this pesticide as a probable human carcinogen. This report also blamed the European food and health

safety authorities (EFSA<sup>1</sup> and ECHA<sup>2</sup>) to draw upon these controversial studies to deliver their many notices on the non-hazardous nature of glyphosate. With respect to the scandal, 26 MEPs referred to the European Court of Justice to access the studies used to say that glyphosate did not present any major risk on health. On the other side of the Atlantic, the Federal Court of San Francisco forced

Monsanto to declassify confidential documents in response to the legal action on behalf of 250 agricultural workers with lymphomas due to several years of exposure to glyphosate. Disclosed some day before the publication of the report of the NGO Global 2000, the in-house correspondence showed that Monsanto was aware of the hazardous nature of its flagship product as soon as 1999. Those

documents also demonstrated how the company had then decided to fund a lot of favourable to its interest studies. . ■



1 European Food Safety Authority  
 2 European Chemicals Agency

Folliforme

# Votre revue plus respectueuse de l'environnement



L'Ipse s'est engagé, depuis quelques mois, à limiter son impact sur l'environnement. Dans cette démarche, elle rejoint les collectivités territoriales soumises à la loi n° 2015-992 du 18 août 2015 qui impose une réduction d'au moins 25% de l'ensemble de ses supports papiers (documents imprimés mais aussi sa papeterie) doit être fabriqué à partir de papier recyclé. Au 1er janvier 2020 le pourcentage passera à 40 %. Cette loi définit les objectifs communs pour

réussir la transition énergétique, renforcer l'indépendance énergétique et la compétitivité économique de la France, préserver la santé humaine et l'environnement et lutter contre le changement climatique.

Le Folio magazine est désormais imprimé sur un papier recyclé de la gamme Evercopy plus, produit à partir de papier 100 % récupéré, sans blanchiment, sans désencrage, sans ajout d'azurants optiques avec une émission carbone nulle, et générant seulement

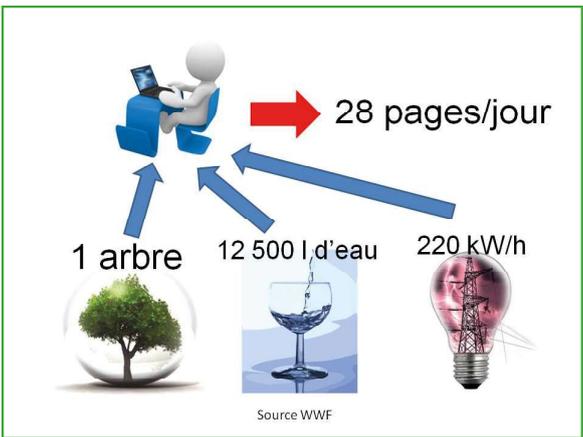
Le papier d'Evercopy Plus est certifié : Ange bleu (Der Blaue Engel), label environnemental d'origine allemande, créé en 1978.

Géré par l'Agence fédérale de l'Environnement (Allemagne), le label est décerné sur délibération du Jury Umweltzeichen, composé de 13 membres (associations de défense de l'environnement, de défense des consommateurs, syndicats, etc.).

Le label est attribué à des produits qui, tout en ayant une démarche de réduction des effets néfastes de leur production sur l'environnement, peuvent être considérés comme aussi fiables, qualitatifs et sécurisés que les autres.

Le label n'est décerné qu'à des produits conformes à un cahier des charges réputé particulièrement strict. On ne compte pas moins de 4 000 produits portant la certification en Allemagne.

L'Ange Bleu est membre du Global Eco-labelling Network. ■



6 kg de déchets pour 100 kg d'Evercopy Plus.

Les avantages du papier recyclé ?

- Réduction de la consommation d'eau
- Réduction de la consommation d'énergie
- Réduction des polluants (encre, chlore...)
- Préservation des forêts
- Valorisation des vieux papiers

# Les apiculteurs ont le bourdon



Chine, ultrafiltré mais les miels frauduleux proviennent aussi d'Europe de l'Est, certains sont même étiquetés d'origine « France » !

Le problème est beaucoup plus large... La disparition des abeilles, indispensables dans notre écosystème, s'explique entre autres par le développement de parasites (provenant parfois des transports internationaux), des conditions météorologiques défavorables, des maladies ou encore de nouveaux prédateurs tels que le frelon asiatique. Mais l'un des plus grands responsables est l'utilisation de pesticides ! Des analyses pratiquées sur certains échantillons de miel démontrent la présence de nicotinoïdes, insecticides agissant sur le système nerveux central des insectes et tueurs d'abeilles.

Mais si les abeilles meurent, c'est l'espèce humaine qui disparaît car elles sont responsables de 80% de la reproduction des végétaux... Pour y remédier, il est donc urgent :

- D'interdire les pesticides
- D'améliorer la conservation des habitats
- De soutenir l'agriculture écologique

Le week-end du 24 et du 25 Juin 2017, les « Apidays » ont fait connaître à travers des animations et des expositions pédagogiques l'univers des abeilles et à cette occasion des milliers de personnes ont semé des graines de plantes mellifères. Au niveau individuel, vous pouvez faire comme eux en plantant des espèces nectarifères et pollinifères en vous connectant sur le site [sauvonslesabeilles.com](http://sauvonslesabeilles.com). ■

**Le 29 mai 2017, experts et euro-députés ont dénoncé à Bruxelles la situation des apiculteurs, qui sont menacés à la fois par la diminution du nombre d'abeilles et les importations massives de miel.**

Peter Bross, de la Direction générale Agriculture de la Commission Européenne appelle les consommateurs à préférer des miels en provenance de l'UE notamment pour mieux assurer les revenus des producteurs de miel européens qui ne trouvent pas de débouchés en dehors de l'Europe. Mais est-ce vraiment une solution ? Plusieurs membres de la Commission Agriculture craignent le miel importé de

## Label bio européen : la réforme dans l'impasse

**D**ans les cartons de la Commission depuis 2014, la réforme du cahier des charges de l'agriculture biologique ne fait toujours pas consensus parmi les Etats membres de l'Union Européenne. Dans sa volonté de trouver un compromis, l'exécutif européen se heurte à l'hostilité d'Etats comme la France ou la Belgique. Lors du dernier conseil agricole de l'UE, qui s'est tenu le 12 juin 2017 à Bruxelles, aucun accord n'a été trouvé entre les différentes parties. Pressés par une filière bio active et soucieuse de son image, plusieurs Etats membres ont critiqué le texte présenté par la Commission. Celui-ci prévoit en effet la possibilité pour chaque Etat de décider seul du seuil de pesticides autorisé dans leur production agricole. Ce qui en vertu du principe de libre-circulation permettrait à des produits contaminés par des pesticides d'être vendus sous le label bio... Le texte de la Commission était censé concilier des positions très divergentes entre Etats membres. Les pays du Nord et la France souhaitent en effet améliorer le cahier des charges existant quand certains pays du Sud ou de l'Est de l'Europe défendent des normes plus souples pour développer un marché encore faible chez eux. Faute d'accord, la Commission devra une nouvelle fois étudier la possibilité d'un improbable compromis. ■



Folliforme



# La biophilie et notre santé

**C'**est à Edouard O Wilson que nous devons le terme « biodiversité. Mais c'est peut-être pour l'invention du néologisme « biophilie », qu'il restera le plus dans nos mémoires. Le terme « biophilia », littéralement « amour de la vie » se base sur l'idée fort audacieuse selon laquelle, il existe un lien instinctif entre l'homme et toute autre forme de vie.



**Edward Osborne Wilson**, appelé volontiers E. O. Wilson né le 10 juin 1929 à Birmingham, Alabama, est un biologiste, entomologiste; (scientifique des insectes), myrmécologue (spécialiste des fourmis), de notoriété mondiale, fondateur de la sociobiologie. En 1988, il consacra le terme biodiversité développée au début du XXIe siècle; champ scientifique dans lequel, depuis, il met ses expertises à contribution. Wilson est considéré comme un des pères de la discipline biodiversité.

A noter que dès le moyen âge, **Hildegarde von Bingen** affirmait déjà, qu'il existe une force de l'infini et que cette force est verte !!!

Dès 1980, le Japon a mis, à la demande de son Agence des forêts, la pratique de l'immersion en forêt en incitant ses habitants à se promener en forêt de façon régulière : le shinrin-yoku ou bain de forêt était né.

Et, si à l'époque aucune expertise scientifique ne l'attestait, aujourd'hui, force est de constater, la science nous permet de l'affirmer et de le confirmer au travers de dizaines d'études que les bienfaits des promenades en forêts se traduisent par l'augmentation de nos cellules tueuses naturelles. Les cellules tueuses sont une forme de globules blancs qui sont plus actives lorsque

*Hildegarde von Bingen, née le 16 septembre 1098 à Bermersheim vor der Höhe près d'Alzey (Hesse rhénane) et morte le 17 septembre 1179 à Ruppertsberg (près de Bingen). Visionnaire, femme médecin, abbesse de plusieurs monastères bénédictins. Au moyen âge, la pratique médicale d'Hildegarde von Bingen repose sur une connaissance savante et sensible de la nature, propre à maintenir l'équilibre entre le corps, le cœur et l'esprit Le 10 mai 2012, le pape Benoît XVI fait d'elle la quatrième femme docteur de l'Église après Catherine de Sienne, Thérèse d'Avila et Thérèse de Lisieux.*

l'on respire les terpènes anticancéreux qui se trouvent dans l'air des forêts. Elles effectuent des missions importantes pour notre santé car elles éliminent les virus de notre corps, empêchent la formation des cancers et combattent les tumeurs dans le cas de maladie.

## La biophilie et le monde du travail :

La biophilie trouve ainsi des applications concrètes dans le domaine de l'architecture et fait référence dans ce domaine, à ce qui rapproche et imite les conditions naturelles.

Le centre de recherche Human Spaces a publié une étude scientifique sur l'incidence du design biophilique sur l'environnement de travail. Ce rapport établi scientifiquement le lien entre le bien-être,





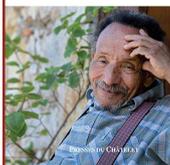


**Lettre ouverte aux animaux  
(et à ceux qui les aiment)**

**Frédéric Lenoir**

Editions Fayard

« Puisque l'humain est aujourd'hui l'espèce la plus consciente et la plus puissante, puisse-t-il utiliser ses forces non plus pour exploiter et détruire ces formes de vie, mais pour les protéger et les servir. C'est pour moi notre plus belle vocation : protecteurs et serviteurs du monde » Frédéric Lenoir.



**Carnets d'alerte - Les semences, un patrimoine vital en voie de disparition**

**Pierre Rabhi – Juliette Duquesne**

Edition du Chatelet

On estime à 75 % la perte du trésor universel semencier de l'humanité au

profit de chimères et autres OGM. Voilà la situation qui nous est exposée afin d'éveiller nos consciences de citoyens du monde. Sans semences, nous mourrions de faim, leur rôle est de transmettre la vie et de nous la donner, en effet, la semence est la vie concentrée dans un élément infinitésimal. L'enquête de Juliette Duquesne démontre le hold-up validé par les gouvernements depuis environ 1950, et surtout comment ce sujet crucial a été si longtemps maintenu hors de la portée et de la compréhension du grand public.

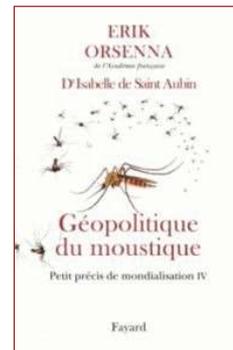


**Après quoi tu cours ?**

**Jean-François Dortier**

Collection Essais

**Mais après quoi ou qui tu cours ?** un jour ne s'est pas posé la question ? Question fondamentale et fondatrice des sciences humaines, le « running boom » est un phénomène planétaire, qu'explore dans ce nouvel essai, JF Dortier, fondateur du magazine Sciences Humaines, qui nous invite à un dialogue ouvert sur qu'est-ce que le genre humain ? Et qu'est-ce qui le fait courir ?



**Géopolitique du moustique**

**Erik Orsenna – Isabelle de Saint-Aubin**

Edition Fayard

Seule une personnalité comme Erik Orsenna pouvait se prendre, sinon d'affection, du moins d'intérêt, pour ces bestioles très largement détestées, et en fabriquer un livre qu'on ne lâche pas. Notre homme a troqué ses habits d'académicien pour ceux d'explorateur, il a comme à son habitude sillonné le monde pour regarder et pour comprendre. Résultat : après des mois de travail acharné et une incroyable collecte de données, documents, expériences, Erik Orsenna nous livre sa « Géopolitique du moustique », qui vient compléter son travail autour de l'eau, du coton et du papier (ses « Précis de mondialisation ») pour saluer le docteur Isabelle de Saint-Aubin, co-auteur du livre, qu'Erik Orsenna remercie ainsi : « Pour un tel périple dans le savoir, il me fallait une alliée. Personne ne pouvait mieux jouer ce rôle que le docteur Isabelle de Saint-Aubin, élevée sur la rive du fleuve Ogooué, au coeur d'un des plus piquants royaumes du moustique ».

# Jean Lapeyre

## Une histoire du dialogue social européen

Edition etui

Responsable du dialogue social à la confédération européenne des syndicats durant 18 ans, Jean Lapeyre est une figure connue des adhérents de l'Ipse. Dans son ouvrage, *Le Dialogue social européen, Histoire d'une innovation sociale 1985-2003*, Jean Lapeyre nous livre une somme du premier intérêt, un bilan particulièrement exhaustif d'un élément autrefois central de la construction européenne.

Plus qu'un simple témoignage, son récit s'appuie sur un considérable nombre de sources, de documents d'époque et d'entretiens qui lui apportent toute sa valeur. C'est en 1984, sous l'impulsion du président Jacques Delors, que la Commission européenne pose les bases d'un dialogue social à l'échelle de la CEE. Ce chantier est alors présenté comme un moyen de relancer la construction européenne, alors dans une phase critique de son histoire, marquée notamment par l'intransigeance de la première ministre britannique Margaret Thatcher. Jusqu'à l'adoption de la Charte des droits fondamentaux de l'UE au début des années 2000, les partenaires sociaux européens n'ont cessé d'œuvrer – non sans difficultés – pour l'autonomisation du dialogue social.

Aux premières loges de cette histoire, Jean Lapeyre démontre la nécessité de relancer ce dispositif tombé en désuétude sous la Commission Barroso. Pour les travailleurs, les acquis obtenus lors de négociations interprofessionnelles ou sectoriels ont été considérables. Pour demeurer fidèle avec ses ambitions initiales, l'Union Européenne a tout intérêt de renouer avec une politique sociale ambitieuse, en s'appuyant notamment sur ses corps intermédiaires.

### *Entretien entre Jean-Pierre Bobichon et Jean Lapeyre :*

#### **Comment et pourquoi t'es venue l'idée de rédiger ce livre ?**

Comme syndicalistes nous avons toujours du mal à écrire, notre tradition est plutôt orale et je m'apercevais que nous perdions beaucoup de notre mémoire collective de ce moment de l'histoire européenne. Je voulais montrer que ce dialogue social était le fruit d'une volonté commune dans un moment et un contexte donné où l'intérêt général et la volonté européenne dominaient.

#### **Sur la base de ton expérience, que préconises-tu pour relancer et consolider la dynamique du dialogue social européen ?**

Il y a une phrase de Jacques Delors que je fais je mienne. Dans un livre d'entretiens avec Dominique Wolton « L'unité d'un homme », celui-ci lui demande à la fin : « Quel est le plus grand danger pour l'Europe ? » et Jacques Delors répond « Le manque d'ambition et la nostalgie du passé ». Il ne faut donc pas vouloir penser le dialogue social comme dans les années 90 mais dans le nouveau contexte d'une crise qui n'en finit pas et mettant en place les instruments d'anticipation pour gérer les mutations économiques et industrielles pour qu'elles soient économiquement efficaces et socialement justes, pour assurer un droit à la formation permanente, pour lutter contre les discriminations et la précarité, développer l'emploi qualifié et combattre l'exclusion sociale... Il faut de l'ambition à l'UE pour rendre crédible et attractif le besoin d'Europe qui est notre avenir. Il faut de l'ambition à l'Europe pour développer une nouvelle gouvernance à partir de la zone Euro, relancer une politique sociale qui assure aux citoyens une Europe protectrice et de progrès social. Il faut aussi de l'ambition aux partenaires sociaux pour relancer un dialogue social producteur d'accords.



#### **Jean Lapeyre**



Membre suppléant au Comité économique et social européen, Membre du Conseil d'orientation de l'Ipse

Jean Lapeyre est titulaire d'un CAP et BEI de souffleur de verre.

Jean Lapeyre militant syndical à la Thomson CSF et secrétaire du comité d'entreprise dans la région de Grenoble a été élu au secrétariat de la Fédération Générale de la Métallurgie CFTD, puis à la Confédération européenne des syndicats (CES), où il a été secrétaire général adjoint. Responsable du Dialogue Social il a notamment négocié des accords interprofessionnels, dont certaines sont devenues des directives (Congé parental, travail à temps partiel, contrats à durée déterminée, etc.). Conseiller Social auprès de l'Ambassade de France à Rome il a été également Conseiller spécial auprès du Secrétaire Général du Comité Economique et Social Européen. Il est actuellement membre du Conseil d'orientation de l'Ipse.